



Révision du règlement local de publicité

Compte-rendu de la réunion des acteurs économiques 30 juin 2022

Etaient présents :

Laurent Fabre	Adjoint au maire
Antoine Casanovas	Adjoint au maire
Jean-Louis Torreilles	Directeur des services techniques
Cécile Canguilhem	Services techniques
Rose Sol	Services techniques
Vanessa Poloni	Société Publisud
Manuel BEY	Campings
Thierry Vlimant	Bureau d'études Cadre & Cité



Dans le cadre de la concertation prévue par la procédure de révision du règlement local de publicité, la municipalité a souhaité recueillir l'avis des acteurs économiques sur le projet. Beaucoup n'ayant pu être présents lors de cette réunion, le PowerPoint sera mis en ligne sur le site Internet de la commune.

Thierry Vlimant (bureau d'études Cadre & Cité) revient sur la caducité du règlement de 2009 et sur les conséquences de celle-ci.

Après une rapide présentation du diagnostic de la situation actuelle, les points essentiels du futur règlement sont exposés.

Sur le principe, la ville veut revenir aux grandes lignes du règlement de 2009. Les élus indiquent que les panneaux d'affichage installés récemment ne sont pas compatibles avec le cadre de vie tel qu'ils le souhaitent.

- 3 zones sont définies : centre-ville et littoral / grands axes et parc d'activités / secteurs agglomérés non-compris en zone 1 ou 2 ;
- La ville garde une latitude sur le mobilier urbain, qui n'est pas soumis aux mêmes règles que les autres publicités ;
- Les horaires d'extinction sont portés à 23h/7h ;
- En zone 1, pas de publicité hors petit format et chevalets. Les enseignes sont soumises à des prescriptions qualitatives. Enseignes sur toiture interdites. Enseignes numériques sur mur uniquement, limitées à 1 m².
- En zone 2, publicité non-lumineuse admise dans les conditions du règlement national. Numérique limitée à 4 m². Publicité sur toiture interdite. Les enseignes sur toiture sont interdites et les enseignes scellées au sol réduites à 4,5 m de haut et 1,2 m de large.
En zone 3, la publicité scellée au sol est interdite. Les enseignes sur toiture sont interdites et les enseignes scellées au sol n'excèdent pas 3,5 m x 1 m.

Madame POLONI (Publisud) invite la ville à renforcer la règle de densité en zone 2, une publicité pouvant – théoriquement - être installée dans chaque unité foncière. Elle propose par ailleurs que la zone 2 soit étendue à certains grands axes, tel l'avenue du 8 mai, ce qui permettrait une meilleure signalisation des entreprises locales et rétablirait un meilleur équilibre entre publicité sur mobilier urbain et sur domaine privé.

Monsieur BEY (campings) fait observer que plusieurs campings installés en zone 1 pourraient être gênés par l'interdiction des enseignes scellées au sol, utiles pour signaler l'entrée du camp.

Enfin, il est proposé que référence soit faite dans le règlement à une charte pour les enseignes.

Le calendrier prévoit un arrêt du projet lors du conseil municipal de septembre. Les remarques et suggestions de chacun devront être envoyées avant fin août à la ville.

Aucune autre question n'étant posée, la séance est levée.